RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DU BUDGET

RAPPORT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2020 AU PREMIER SEMESTRE

Kinshasa, Septembre 2020

SOMMAIRE

SOMMAIRE i

LISTE DES ACRONYMES ii

LISTE DE TABLEAUX iii

INTRODUCTION 4

I. CONTEXTE D'ELABORATION ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2020 5

1.1.1. Prévisions des recettes 6

1.1.2. Prévision des dépenses 8

1.1.3. Indicateurs macroéconomiques 9

2. CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2020 AU PREMIER SEMESTRE 11

III. EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL AU PREMIER SEMESTRE 2020 13

3.1. Réalisation des recettes 13

3.1.1. Recettes du Budget général 14

3.1.1.1. Recettes internes 14

3.1.1.2. Recettes extérieures 21

3.1.2. Recettes des Budgets annexes 22

3.1.3. Recettes des Comptes Spéciaux 22

3.2. Exécution des dépenses 24

3.2.1. Budget général 24

3.2.3. Budgets annexes 33

3.2.4. Comptes spéciaux 33

3.3. Dépenses COVID-19 33

3.4. Autres actions phares menées au cours du premier semestre 2020 34

3.5. Solde budgétaire à fin juin 2020 35

3.6. Perspectives à fin décembre 2020 35

CONCLUSION 38

LISTE DES ACRONYMES

BCC : Banque Centrale du Congo

BPO : Budget Pour Ordre

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

COVID-19 : Corona Virus Disease 2019 (Maladie à corona virus 2019)

DGDA : Direction Générale des Douanes et Accises

DGI : Direction Générale des Impôts

DGPPB : Direction Générale des politiques et Programmation Budgétaire

DGRAD :Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FC : Franc Congolais

IPR : Impôt Professionnel sur les Rémunérations

PAG : Programme d'Actions du Gouvernement

PGAI : Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements

PIB : Produit Intérieur Brut

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PTNTIC : Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

RDC : République Démocratique du Congo

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1	Principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques
Tableau 2	Réalisation des recettes globales à fin juin 2020
Tableau 3	Recettes des douanes et accises à fin juin 2020
Tableau 4	Recettes des impôts à fin juin 2020
Tableau 5	Recettes encadrées par la DGRAD à fin juin 2020
Tableau 6	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2020
Tableau 7	Recettes extérieures à fin juin 2020
Tableau 8	Recettes des Budgets annexes à fin juin 2020
Tableau 9	Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2020
Tableau 10	Dépenses du budget général par rubrique à fin juin 2020
Tableau 11	Charges communes à fin juin 2020
Tableau 12	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2020
Tableau 13	Dette publique et frais financiers à fin juin 2020
Tableau 14	Dépenses de fonctionnement des Institutions au 30 juin 2020
Tableau 15	Dépenses de fonctionnement des ministères au 30 juin 2020
Tableau 16	Dépenses de rémunérations par section à fin juin 2020
Tableau 17	Dépenses de lutte contre la pauvreté par rubrique à fin juin 2020

INTRODUCTION

Le présent rapport sur l'exécution du budget du pouvoir central retrace le niveau des recettes et des dépenses publiques effectuées au cours du premier semestre de l'exercice 2020. Il joue un rôle important dans l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques et des mesures alignées dans la Loi de finances de l'année 2020.

Elaboré conformément à l'article 79 de la Loi relative aux finances publiques, ce rapport d'exécution du budget à mi-parcours figure parmi les documents qui accompagnent le projet de loi de finances de l'exercice 2021.

Il se fonde sur les données à fin juin communiquées par les Administrations Financières, les Etats de Suivi Budgétaire (ESB), la Cellule de Suivi des Programmes et Projets (CSPP) ainsi que la PGAI. Il se base également sur les statistiques des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux.

Dans le cadre de la transparence des finances publiques, ce rapport est publié chaque année sur le site internet du Ministère du Budget (www.budget.gouv.cd).

Outre l'introduction et la conclusion ce rapport s'articule autour des trois points ci-après :

- Contexte d'élaboration et grandes lignes de la Loi de finances de l'exercice 2020 ;
- Contexte d'exécution de la Loi de finances 2020 et politiques prioritaires ;
- Exécution de la Loi de finances 2020 au premier semestre et analyse du solde budgétaire qui en découle.

I. CONTEXTE D'ELABORATION ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2020

1.1. Contexte d'élaboration de la loi de finances de l'exercice 2020

La Loi de finances de l'exercice 2020 a été la première élaborée après la passation pacifique du pouvoir au sommet de l'Etat, à l'issue des élections présidentielle et législatives de décembre 2018. Elle s'est inscrite dans l'optique de la mise en œuvre du Programme du Gouvernement (PAG) adopté par l'Assemblée Nationale le 06 septembre 2019.

Les politiques publiques prioritaires retenues dans cette Loi de finances se sont référées aux objectifs reflétés dans le PAG qui couvre les cinq années de la mandature.

Ces politiques s'articulent sur 15 piliers regroupés en quatre secteurs:

- Dans le **secteur politique, défense et sécurité**, le Gouvernement vise la pacification du pays et la promotion de la réconciliation, la cohésion et l'unité nationale, le renforcement de l'autorité de l'Etat, la promotion de l'Etat de droit et de la démocratie ainsi que la redynamisation de la diplomatie du pays et la réhabilitation de son image de marque ;
- Concernant le **secteur économique et financier**, le Gouvernement met l'accent sur la lutte contre la corruption et les crimes économiques, l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances de l'Etat, l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'entrepreneuriat et de la classe moyenne, la diversification de l'économie et la création des conditions d'une croissance inclusive ;
- S'agissant du **secteur de la reconstruction**, le Gouvernement vise la modernisation des infrastructures de base et l'aménagement du territoire national, la promotion et le développement des technologies de l'information et de la communication, la lutte contre le changement climatique et la création des conditions d'un développement durable ;

- Pour ce qui est du **secteur social et culturel**, l'action de l'Etat porte sur l'amélioration des conditions sociales, avec comme principaux axes : l'éducation et la santé, le développement du secteur de l'eau et de l'électricité, la lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale, l'autonomisation de la femme et la promotion de la jeunesse, de la culture, des arts, des sports et des centres de loisirs.

1.2. Grandes lignes de la Loi de finances 2020

La Loi de finances de l'exercice 2020 était présentée en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **18.545,2 milliards de FC** répartis comme suit :

- Budget général : **17.225,2 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **305,4 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **1.014,6 milliards de FC**.

Les principaux agrégats se présentent comme suit :

1.1.1. Prévisions des recettes

1.1.1.1. Budget général

Les recettes du budget général comprennent les recettes internes de **14.028,1 milliards de FC** et les recettes extérieures de **3.197,1 milliards de FC**, représentant respectivement **81,4 %** et **18,6 %** du budget général.

Les recettes internes ont enregistré un taux d'accroissement de **66,1%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2019 arrêté à **8.443,9 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **13.678,1 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **350,0 milliards de FC.**

Les recettes courantes ont connu un accroissement de **64,9%** par rapport à leur niveau de 2019 situé à **8.293,9 milliards de FC**. Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes des douanes et accises** : **4.565,9 milliards de FC** contre **2.645,4 milliards de FC** retenus dans la Loi de finances de 2019, soit un taux d'accroissement de **72,6%**, justifié par l'impact de nouvelles mesures fiscales et administratives, notamment l'application stricte de la réglementation en matière d'exonérations ;

- **Recettes des impôts** : **6.116,9 milliards de FC** contre **4.011,4 milliards de FC** retenus dans la Loi de finances de 2019, soit un taux d'accroissement de **52,5%**, influencé notamment par les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- **Recettes non fiscales** : **2.552,8 milliards de FC** contre **1.207,6 milliards de FC** de la Loi de finances 2019, soit un taux d'accroissement de **111,4%**, provenant principalement des mesures relatives au suivi et au recouvrement des droits et taxes à payer par les entreprises minières en phase d'exploration et de production et au paiement par les miniers de la taxe d'implantation, la taxe rémunératoire annuelle et la taxe de pollution ;
- **Recettes des pétroliers producteurs** : **442,5 milliards de FC** contre **429,5 milliards de FC** de la Loi de finances 2019, soit un taux d'accroissement de **3,0%**. Ces recettes intègraient la production journalière évaluée à 30.000 barils, le cours moyen du baril de 65 dollars américains, les frais du terminal de 2,5 dollars américains ainsi que le régime fiscal dévolu à chaque convention pétrolière.

Les recettes exceptionnelles sont évaluées à **350,0 milliards de FC** contre **150,0 milliards de FC** de l'exercice 2019, soit un accroissement de **133,3%**. Elles se rapportent à l'émission des bons et obligations du Trésor suivant les modalités fixées dans le Décret n° 18/025 du 11 juin 2018.

Les recettes extérieures se chiffrent à **3.197,1 milliards de FC** contre **1.161,0 milliards de FC** prévus en 2019, soit un taux d'accroissement de **175,4%**. Elles sont constituées des recettes d'appuis budgétaires de **843,7 milliards de FC** et des recettes de financement des investissements de **2.353,4 milliards de FC**.

- Les recettes d'appuis budgétaires se chiffrent à **843,7 milliards de FC** au titre de dons budgétaires attendus essentiellement de la Banque Mondiale.
- Les recettes de financement des investissements s'élèvent à **2.353,4 milliards de FC** dont **1.830,6 milliards de FC** au titre de dons projets et **522,8 milliards de FC** au titre d'emprunts projets, devant être financées par les différents partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RDC.

1.1.1.2. Recettes des Budgets Annexes

Les recettes des Budgets annexes se chiffrent à **305,4 milliards de FC** contre **169,7 milliards de FC** en 2019, soit un taux d'accroissement de **80,0%**. Elles renferment essentiellement les actes générateurs des opérations des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire ainsi que ceux des hôpitaux généraux de référence.

1.1.1.3. Recettes des Comptes Spéciaux

Les recettes des Comptes spéciaux sont évaluées à **1.014,6 milliards de FC** contre **577,8 milliards de FC** en 2019, soit un taux d'accroissement de **75,6%**, justifié essentiellement par l'inscription au Budget du Fonds Minier pour les générations futures prévu par le nouveau Code minier.

1.1.2. Prévision des dépenses

Les dépenses projetées pour l'exercice 2020 accusent un taux de **79,1%** par rapport à leur niveau de 2019. Elles sont réparties en budget général, budgets annexes et comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les dépenses du budget général sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dette publique en capital** : **626,0 milliards de FC** contre **352,9 milliards de FC** en 2019, représentant **3,6%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **77,3%** par rapport à son niveau de 2019. Ce montant devait servir pour le remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure ;
- **Frais financiers : 179,5 milliards de FC,** représentant **1,0%** des dépenses du budget général et une régression de **29,8%** par rapport à leur niveau de 2019 chiffré à **255,5 milliards de FC**. Ils étaient destinés au paiement des intérêts sur la dette intérieure et extérieure, de la créance titrisée de la BCC et des intérêts moratoires ;
- **Dépenses de personnel** : évaluées à **5.246,7 milliards de FC**, elles représentent **30,5%** du budget général, soit un taux d'accroissement de **42,5**% par rapport à leur niveau de 2019 de **3.682,5 milliards de FC**. Hormis les dépenses de personnels liées au fonctionnement, cette enveloppe intègre les salaires, notamment l'impact de la gratuité de l'enseignement de base et de la deuxième tranche du barème issu du Protocole d'accord signé entre le Gouvernement et l'Intersyndicale de l'Administration Publique (INAP) ;

- **Biens et matériels : 300,0 milliards de FC**, soit **1,7%** des dépenses du budget général, avec un taux d'accroissement de **54,6%** par rapport à leur niveau de 2019 situé à **194,2 milliards de FC**. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement de base;
- **Dépenses de prestations : 971,2 milliards de FC**, soit **5,6%** des dépenses du budget général, et un taux d'accroissement de **72,6%** par rapport à la Loi de finances de 2019 situé à **562,7 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées au fonctionnement courant des services ;
- **Transferts et interventions de l'Etat** : chiffrés à **3.482,6 milliards de FC**, soit **20,2%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **79,3%** par rapport à leur niveau de 2019 de l'ordre de **1.942,3 milliards de FC**. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat en faveur de certains services et permettront d'assurer le fonctionnement des provinces et des Administrations financières, la quote-part patronale pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat, ainsi que la mise en place des cantines scolaires ;
- **Equipements** : projetés à **3.244,3 milliards de FC**, soit **18,8%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **122,8%** par rapport à leur niveau de 2019 de **1.456,4 milliards de FC** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière :** estimées à **3.174,6 milliards de FC,** soit **18,4%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **174,1%** par rapport à la prévision de 2019 chiffrée à **1.158,2 milliards de FC**.

Outre la construction et la réhabilitation des écoles, les principaux projets envisagés concernent notamment les infrastructures de base et l'aménagement du territoire, la desserte en eau et électricité en milieu rural et péri-urbain, le développement du site d'Inga, la couverture santé universelle, la mécanisation agricole ainsi que l'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agrobusiness.

1.1.3. Indicateurs macroéconomiques

L'élaboration de la Loi de finances 2020 s'est reposée sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **5,4%** ;
- Déflateur du PIB : **7,3** ;

- Taux d'inflation moyen : **6,8%** ;
- Taux d'inflation fin période : **6,5%** ;
- Taux de change moyen : **1.687,4 FC/USD** ;
- Taux de change fin période : **1.687,9 FC/USD** ;
- PIB nominal : **97.683,7 milliards de FC** ;
- Pression fiscale : **14,0%**.

2. CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2020 AU PREMIER SEMESTRE

En début d'année 2020, un plan de trésorerie annuel a estimé les recettes annuelles à hauteur de **9.195,6 milliards de FC**, en attendant les conditions pour la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives arrêtées dans la loi de finances.

Deux mois plus tard, le monde a été frappé par la maladie à Coronavirus qui a touché la Chine à partir du mois de décembre 2019, principal demandeur des produits miniers de la RDC. Cette pandémie a engendré de nombreuses pertes en vies humaines, l'augmentation exponentielle de personnes contaminées et la psychose généralisée des populations à la suite de la propagation de la maladie.

Parmi les mesures prises par les différents pays pour la riposte à cette pandémie, figurent la proclamation d'Etats d'urgence, la fermeture des frontières, le confinement des populations, la suspension des activités sociales et l'arrêt de la quasi-totalité des unités de production, avec des conséquences désastreuses sur la vie sociale et sur l'économie.

Résolu de contrer la pandémie, le Gouvernement de la République a pris en mai 2020 un train de mesures socioéconomiques visant à protéger la population et touchant le commerce extérieur, la fiscalité ainsi que la production et la distribution des biens et services. L'activité économique étant en récession, la trajectoire des finances publiques initialement définie a été substantiellement perturbée. Ce qui justifie la révisitation de la loi de finances initiale afin de reconsidérer cette trajectoire, au regard du contexte économique actuel.

De manière générale, le Budget du Pouvoir central au premier semestre 2020 a été exécuté dans un contexte caractérisé, **sur le plan économique**, par la dégradation du cadre macroéconomique attestée par le ralentissement de la croissance, par la dépréciation continue de la monnaie nationale par rapport aux principales devises étrangères, par la baisse des réserves internationales en devise et la hausse du niveau général des prix intérieurs.

Sur le plan des Finances Publiques, par le ralentissement de l'activité économique internationale et nationale qui a négativement impacté la mobilisation des ressources internes, notamment les recettes attendues dans le secteur minier.

Sur le plan politique, sécuritaire et humanitaire, par la poursuite des opérations de neutralisation des groupes armés sur l'ensemble du territoire national, la survenance des catastrophes naturelles dans les provinces du sud Kivu, Kongo Central, Tanganyika, ainsi que la poursuite de la réforme du secteur sécuritaire.

La dégradation de l'activité économique au premier semestre 2020 est illustrée dans le tableau 1 des principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques ci-dessous.

Tableau 1 : Principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques

Cadrage macroéconomique	2019		2020		
	Projeté	Réalisé	Initial	Actualisé (fin mars)	Réaménagé (fin juin)
Taux de croissance	5,6%	4,4%	5,4%	-1,9%	-2,4%
Déflateur PIB	7,2	6,7	7,3	7,3	7,6
Taux d'inflation moyen	12,4%	5,9%	6,8%	9,4%	12,8%
Taux d'inflation fin période	11,2%	4,6%	6,5%	14,2%	21,1%
Taux change moyen (FC/USD)	1 747,80	1 654,29	1 687,41	1 751,45	1 849,20
Taux change fin période (FC/USD)	1 790,30	1 672,95	1 687,90	1 829,95	2 025,50
PIB réel en milliards FC	12 808,02	12 690,33	13 375,61	12 448,09	12 448,09
PIB nominal en milliards FC	96 687,76	84 781,99	97 683,67	90 968,40	90 988,40
Pression fiscale	8,6%	8,3%	14,0%	6,7%	6,7%

Source : Données du CPCM juillet 2020, Ministère du Plan

Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, sur le plan national, la baisse de l'offre et de la demande a engendré la baisse de la croissance estimée à **-1,7%** contre **5,4%** initialement prévus. Le rythme de formation de prix intérieur suggère un niveau d'inflation de **21,5%** à fin 2020 et un taux de change fin période de **2.032,2 FC** pour un dollar américain.

III. EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL AU PREMIER SEMESTRE 2020

Les statistiques au premier semestre 2020 renseignent un niveau des dépenses exécutées à hauteur de **4.804,5 milliards de FC** et des recettes de **4.588,4 milliards de FC**, ce qui dégage un solde négatif de **216,1milliards de FC**.

3.1. Réalisation des recettes

Les recettes publiques mobilisées à hauteur de **4.588,4 milliards de FC** renseignent un taux de réalisation de **49,5%** par rapport aux assignations de la période de **9.272,6 milliards de FC** et sont ventilées comme suit :

- Budget général **: 4.114,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **47,8 %** par rapport à la prévision linéaire de **8.612,6 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **105,2 milliards de FC,** soit un taux de réalisation de **68,9%**, par rapport à la prévision linéaire de **152,7 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **368,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **72,7%,** sur la prévision linéaire de **507,3 milliards de FC**.

Le tableau 2 ci-après indique les niveaux de réalisation des recettes par nature.

Tableau 2 : Réalisation des recettes globales à fin juin 2020

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.	STRUCT
I.	BUDGET GENERAL	17 225 248 047 290	8 612 624 023 645	4 114 619 340 226	47.8	89.7
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	14 028 141 771 989	7 014 070 885 995	3 082 208 740 559	43.9	67.2
I.1.1.	RECETTES COURANTES	13 678 141 771 989	6 839 070 885 995	3 012 395 740 559	44.0	65.7
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)	4 565 868 327 075	2 282 934 163 538	870 588 454 698	38.1	19.0
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers	6 116 974 902 700	3 058 487 451 350	1 441 307 984 138	47.1	31.4
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	2 552 782 976 317	1 276 391 488 159	578 760 372 635	45,3	12.6
1°	DGRAD/Hors pétroliers	2 552 782 976 317	1 276 391 488 159	578 760 372 635	45.3	12.6
2°	Autres Recettes DGRAD			0		0.0
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	442 515 565 898	221 257 782 949	121 738 929 088	55.0	2.7
1°	*DGI*	*150 003 263 556*	*75 001 631 778*	*46 583 354 094*	62.1	1.0
2°	*DGRAD*	*292 512 302 342*	*146 256 151 171*	*75 155 574 994*	51.4	1.6
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	39.9	1.5
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	3 197 106 275 301	1 598 553 137 651	1 032 410 599 667	64.6	22.5
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	843 705 000 000	421 852 500 000	211 900 000 000	50,2	4.6
I.2.1.1	Emprunt programme	0		0		
I.2.1.2	Dons budgétaires	843 705 000 000	421 852 500 000	211 900 000 000	50,2	4.6
I.2.1.3	Ressources PPTE	0	0	0		
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 353 401 275 301	1 176 700 637 651	820 510 599 667	69.7	17.9
I.2.2.1	Dons projets	1 830 563 455 999	915 281 728 000	659 258 647 265	72.0	14.4
I.2.2.2	Emprunts projets	522 837 819 302	261 418 909 651	161 251 952 402	61.7	3.5
II.	BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	152 711 000 000	105 208 624 224	68.9	2,3
III.	COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	507 278 391 852	368 546 852 819	72.7	8.0
TOTAL		**18 545 226 830 994**	**9 272 613 415 497**	**4 588 373 817 266**	**49.5**	**100,0**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2020

3.1.1. Recettes du Budget général

Les recettes du Budget général réalisées à fin juin 2020 sont constituées des recettes internes de l'ordre de **3.082,2 milliards de FC** et des recettes extérieures de **1.032,4 milliards de FC**.

3.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes mobilisées à fin juin 2020 ont affiché un taux de réalisation de **43,9%,** par rapport à leurs assignations de la période de **7.014,1 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes de **3.012,4 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **69,8 milliards de FC**.

Les recettes courantes comprennent les recettes des douanes et accises, des impôts, non fiscales ainsi que celles des pétroliers producteurs. Elles renseignent un taux de réalisation de **44,0%** au regard de leurs assignations linéaires fixées à **6.839,1 milliards FC**.

a. Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées à fin juin 2020 se chiffrent à **870,6 milliards de FC**. Comparées aux prévisions linéaires évaluées à **2.282,9 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **38,1%**.

Elles sont constituées de :

- impôts généraux sur les biens et services de l'ordre de **379,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.209,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **31,3%** ;
- droits d'accises : **263,8 milliards de FC** contre une prévision de la période de **452,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **58,3%** ;
- droits de douanes et autres droits à l'importation: **223,9 milliards de FC** contre une prévision de la période de **611,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **36,6%** ;
- taxes à l'exportation : **3,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **48,7%** ;
- amendes et pénalités : **353,8 millions de FC** contre une prévision de la période de **2,3 milliard de FC**, soit un taux de réalisation de **15,4%**.

Ces réalisations sont présentées par nature dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3 : Recettes des douanes et accises à fin juin 2020

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	STRUCT
I.	**Impôts généraux sur les biens et services**	**2 419 774 471 613**	**1 209 887 235 807**	**379 040 327 269**	**31.3**	**43,5**
II.	**Droits d'accises**	**904 514 256 859**	**452 257 128 430**	**263 841 025 992**	**58.3**	**30,3**
17132100	Accises perçues en régime intérieur	604 407 768 500	302 203 884 250	199 187 988 094	65.9	22,9
17132200	Accises perçues à l'importation	300 106 488 358	150 053 244 179	64 653 037 898	43.1	7,4
III.	**Droits de douane et autres droits à l'importation**	**1 222 763 979 431**	**611 381 989 716**	**223 897 703 233**	**36.6**	**25,7**
17151110	Droits de douane	1 222 304 054 261	611 152 027 131	223 797 592 718	36.6	25,7
17151120	Autres droits à l'importation	459 925 170	229 962 585	100 110 515	43,5	0,0
IV.	**Taxes à l'exportation**	**14 205 490 701**	**7 005 068 596**	**3 455 569 034**	**48,7**	**0,4**
17152100	Droits de sortie des minerais	5 774 356 648	3 997 298 696	345 719 133	12.0	0,0
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	8 431 134 053	3 007 769 901	3 109 849 902	73.8	0,4
V.	**Amendes et Pénalités**	**4 610 128 471**	**2 305 064 236**	**353 829 170**	**15.4**	**0,0**
TOTAL DGDA		**4 565 868 327 074**	**2 282 934 163 537**	**870 588 454 698**	**38.1**	**100,0**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2020

La non atteinte des assignations se justifie notamment par :

- la pandémie de la Covid-19 qui a engendré un choc de l'offre et de la demande qui a affecté la réalisation des recettes ;
- la baisse du tonnage et des valeurs des marchandises importées due à la Covid-19 ;
- les mesures prises par le Gouvernement portant sur la limitation des barres de fer, des ciments gris, des sucres bruns, des bières et des boissons gazeuses ;
- le nombre important des exonérations qui s'élèvent à **951.639.415.206 FC**, soit un taux de **36,7%** des assignations de la période ;
- les compensations accordées. A ce jour le montant apuré s'élève à **23.797.995.599** ;
- la prise en charge de la fiscalité pétrolière de janvier à juin 2020 : **205.023.177.776 FC** soit **132.615.764** $;
- le mauvais comportement de la TVA caractérisé par l'excès des exonérations contraire au mécanisme de fonctionnement de cette taxe, laquelle en tant qu'impôt ne s'accommode pas des exonérations ;
- le retard dans la mise en œuvre des dispositifs des mesures de sécurité (arme létale) pour dissuader les malfrats (la contrebande) ;
- l'immixtion de plusieurs services dans les opérations de dédouanement.

b. Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2020 se chiffrent à **1.441,3 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **2.005,7 milliards de FC**, elles renseignent un taux de réalisation de **71,9%**.

Elles sont ventilées comme suit :

- impôts professionnels sur les rémunérations : **526,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **533,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **98,7%**;
- impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers : **384,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **861,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **44,6%** ;

- impôts et taxes sur les biens et services : **522,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **586,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **89,2%**;
- autres recettes : **8,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **23,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **36,0%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Recettes des impôts à fin juin 2020

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.	STR UCT
I	**IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS**	**1 879 950 036 454**	**533 459 847 650**	**526 347 010 423**	**98,67**	**36,52**
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	802 677 758 033	340 310 641 164	282 399 758 068	82,98	19,59
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	54 332 238 180	11 163 460 310	13 455 675 824	120,53	0,93
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	632 235 938 773	23 700 334 928	81 503 061 940	343,89	5,65
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	*600 943 444 497*	*4 695 112 011*	*69 015 846 497*	*1 469,95*	*4,79*
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	*31 292 494 275*	*19 005 222 917*	*12 487 215 443*	*65,70*	*0,87*
	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	218 486 572 477	105 535 365 267	76 413 934 014	72,41	5,30
	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	172 217 528 991	52 750 045 981	72 574 580 577	137,58	5,04
II	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**1 981 019 026 870**	**861 850 512 206**	**384 039 491 800**	**44,56**	**26,65**
	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 653 381 583 426	760 367 870 963	302 947 425 218	39,84	21,02
	Impôt spécial sur les profits excédentaires	0	0	0		
	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	13 108 823 822	9 638 247 202	5 017 933 574	52,06	0,35
	Impôt professionnel sur les prestations de services de non-résidents	151 067 570 012	45 611 099 319	35 339 377 251	77,48	2,45
	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	163 461 049 610	46 233 294 722	40 734 755 758	88,11	2,83
III.	**IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**2 202 690 698 599**	**586 909 034 559**	**522 463 856 411**	**89,02**	**36,25**
	Impôts sur le chiffre d'affaires / ventes locales	0	0	81 759 675		
	Taxe sur la Valeur Ajoutée	2 202 690 698 599	586 909 034 559	522 382 096 736	**89,01**	**36,24**
IV	**AUTRES RECETTES**	**53 315 140 777**	**23 487 651 661**	**8 457 625 504**	**36,01**	**0,59**
	Immatriculations automobiles	3 832 683 504	1 838 145 551	1 464 194 075	79,66	0,10
	Vente des imprimés	933 917 400	904 172 793	191 871 666	21,22	0,01
	Amendes et pénalités	48 548 539 873	20 745 333 318	6 801 559 762	32,79	0,47
TOTAL		**6 116 974 902 700**	**2 005 707 046 077**	**1 441 307 984 138**	**71,86**	**100,00**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2020

Les éléments qui justifient les niveaux des réalisations sont les suivants :

- la non application de la mesure portant fiscalisation effective des engagés locaux des missions diplomatiques et représentations des organismes internationaux en RDC ;

- la non perception de l'IPR des agences d'exécution ;
- le ralentissement de l'activité économique ayant provoqué la réduction de certains effectifs en personnel, la suspension de certains contrats (cas des sous-traitants miniers) ;
- la mauvaise santé économique observée en 2019 comparativement à l'année 2018 dont l'IBP déclaré a servi de base de calcul des acomptes provisionnels payés en juillet et novembre 2019 entrainant de ce fait des crédits d'impôt à l'échéance du 30 avril 2020 au regard du résultat dégagé à fin 2019, cela à cause de la baisse des cours des matières premières qui devrait impérativement peser sur l'exercice fiscal 2020 ;
- la non effectivité de l'implémentation du dispositif de la remontée des informations sur la TVA collectée au serveur installé à la DGI (caisses enregistreuses) ;
- l'absence de facturation et de la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et Provinciaux ;
- la suspension de la perception de la TVA des produits de première nécessité ;
- la non perception de l'IPR des engagés locaux qui travaillent dans des ambassades.

c. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales réalisées à fin juin 2020 se situent à **578,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.276,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **45,3%**. Elles comprennent essentiellement les recettes encadrées par la DGRAD hors pétroliers producteurs.

Les recettes réalisées par la DGRAD proviennent des recettes administratives (**42,5%**), des recettes judiciaires (**35,1%**), des recettes domaniales (**48,5%**) et des recettes de participation (**39,1%**).

Le tableau 5 ci-dessous présente les réalisations par nature.

Tableau 5 : Recettes encadrées par la DGRAD à fin juin 2020

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Taux REAL	STRUCT
I.	**RECETTES ADMINISTRATIVES**	**1 037 333 135 978**	**518 666 567 988**	**220 348 675 215**	**42,5**	**38,1**
22	AFFAIRES ETRANGERES	29 284 822 047	14 642 411 023	5 024 074 618	34,3	0,9
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	1 862 832 872	931 416 436	234 297 318	25,2	0,0
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	7 288 513 355	3 644 256 678	8 658 851	0,2	0,0
29	ÉCONOMIE NATIONALE	11 223 824 190	5 611 912 095	301 234 855	5,4	0,1
30	FINANCES	579 212 400	289 606 200	113 867 220	39,3	0,0
31	BUDGET	376 036 346	188 018 173	36 175 045	19,2	0,0
32	PLAN	4 123 628 755	2 061 814 378	60 677 201	2,9	0,0
37	SANTE	118 887 448 029	59 443 724 015	39 638 949 053	66,7	6,8
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	30 667 823 125	15 333 911 563	78 295 455	0,5	0,0
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	13 929 606	6 964 803	2 327 474	33,4	0,0
42	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	1 460 418 273	730 209 137	305 417 022	41,8	0,1
44	AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE	20 400 809 684	10 200 404 842	3 727 697 353	36,5	0,6
46	INDUSTRIE	12 879 705 612	6 439 852 806	3 743 971 637	58,1	0,6
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	80 551 680 000	40 275 840 000	17 804 218 994	44,2	3,1
50	ÉNERGIE	9 221 827 773	4 610 913 886	555 047 740	12,0	0,1
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	29 371 236 144	14 685 618 072	4 029 559 638	27,4	0,7
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	108 034 865 997	54 017 432 999	55 912 995 872	103,5	9,7
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	453 029 312 370	226 514 656 185	73 164 505 206	32,3	12,6
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	2 311 758 540	1 155 879 270	79 843 875	6,9	0,0
57	TOURISME	18 700 616 921	9 350 308 461	394 814 312	4,2	0,1
58	CULTURE ET ARTS	683 057 832	341 528 916	502 637 516	147,2	0,1
60	SPORTS ET LOISIRS	4 183 081 183	2 091 540 592	1 430 362 521	68,4	0,2
62	EMPLOI ET TRAVAIL	51 127 523 462	25 563 761 731	5 152 527 521	20,2	0,9
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	15 693 108 849	7 846 554 425	0	0,0	0,0
64	AFFAIRES SOCIALES	0	0	3 485 727		
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	25 376 062 610	12 688 031 305	8 043 033 193	63,4	1,4
II.	**RECETTES JUDICIAIRES**	**100 218 874 063**	**50 109 437 032**	**17 583 259 955**	**35,1**	**3,0**
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	2 492 374 613	1 246 187 307	380 093 220	30,5	0,1
85	POLICE NATIONALE	88 123 974 384	44 061 987 192	15 615 467 595	35,4	2,7
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	9 602 525 066	4 801 262 533	1 587 699 140	33,1	0,3
III.	**RECETTES DOMANIALES**	**1 379 846 009 465**	**688 908 863 787**	**333 902 219 744**	**48,5**	**57,7**
27	DEFENSE	2 841 863 394	406 790 752	1 116 695 663	274,5	0,2
43	URBANISME ET GESTION IMMOBILIÈRE	8 127 013 278	4 063 506 639	1 273 277 009	31,3	0,2
48	MINES *(Secr. Gén. + CAMI)*	1 166 947 394 963	583 473 697 481	234 220 435 696	40,1	40,5
49	HYDROCARBURE	26 971 437 798	13 485 718 899	10 129 256 113	75,1	1,8
55	AFFAIRES FONCIÈRES	57 903 969 010	28 951 984 505	16 611 477 324	57,4	2,9
56	ENVIRONNEMENT	117 054 331 022	58 527 165 511	70 551 077 938	120,5	12,2
IV.	**RECETTES DE PARTICIPATIONS**	**35 384 956 810**	**17 692 478 405**	**6 926 217 721**	**39,1**	**1,2**
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	35 384 956 810	17 692 478 405	6 926 217 721	39,1	1,2
TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS		**2 552 782 976 317**	**1 276 391 488 159**	**578 760 372 635**	**45,3**	**100**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2020

Les éléments qui ont justifié les niveaux des réalisations sont les suivants :

- la licence 5G prévue dans le secteur de télécommunication qui n'a pas été vendue ;
- l'utilisation du cachet humide et de laissez-passer individuels (LPI) non sécurisés ;
- le problème de compensation des crédits TVA ;
- le non-paiement des royalties et pas de porte par les sociétés minières ;
- le problème d'encadrement des amendes pour défaut de rapatriement des recettes d'exportation des produits miniers ;
- la suspension des activités de certaines sociétés minières pour des raisons d'insécurité à l'Est du pays, de la faible teneur de minerais, de la baisse importante du prix du cobalt, et de l'inflation des principaux coûts des intrants. (MUTANDA MINING, TWANGIZA MINING et NAMOYA MINING) ;
- la consommation à la source des recettes des Cours et Tribunaux et Parquets et celles de la Police Nationale ;
- l'interruption de la procédure en recouvrement forcé d'une créance de **6.930.682.514,46 CDF**, auprès de la société ORANGE RDC SA, au titre des droits proportionnels sur augmentation de son capital social.

d. Recettes des pétroliers producteurs

A fin juin 2020, les pétroliers producteurs ont contribué au Trésor Public avec des recettes de l'ordre de **121,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **221,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **55,0%.**

Les réalisations des recettes des pétroliers producteurs sont présentées par Administration Financière dans le tableau 6.

Tableau 6 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2020

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISION LINEAIRE 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	STRUCT
I.	DGI	150 003 263 556	75 001 631 778	46 583 354 094	62,1	38,3
II.	DGRAD	292 512 302 342	146 256 151 171	75 155 574 994	51,4	61,7
TOTAL		**442 515 565 898**	**221 257 782 949**	**121 738 929 088**	**55,0**	**100**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2020

Ces réalisations comprennent la quote-part fiscale représentant **38,3%** pour la Direction Générale des Impôts (DGI) au titre d'IBP et la quote-part non fiscale de **61,7%** pour la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participation (DGRAD) et celle-ci est répartie comme suit :

- la marge distribuable : **35,7 milliards de FC** ;
- les royalties : **12,9 milliards de FC** ;
- les dividendes on shore : **15,9 milliards de FC** ;
- la participation off shore : **10,7 milliards de FC**.

3.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements enregistré à fin juin 2020 au titre de recettes extérieures se chiffre à **1 032,4 milliards de FC** contre une prévision de la période de **1 598,6 milliards de FC**, soit un taux de décaissement de **64,6%.**

Ces décaissements sont repris dans le tableau 7.

Tableau 7 : Recettes extérieures à fin juin 2020

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISION LINEAIRE 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	STRUCT.
I.	**APPUIS BUDGETAIRES**	**843 705 000 000**	**421 852 500 000**	**211 900 000 000**	50.2	20,5
	Emprunt programme	0	0	0	0,0	0,0
	Dons budgétaires	843 705 000 000	**421 852 500 000**	211 900 000 000	50.2	20.5
II.	**FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS**	**2 353 401 277 301**	**1 176 700 637 651**	**820 510 599 667**	69.7	79.5
	Dons projets	1 830 563 455 999	915 281 728 000	659 258 647 257	72.0	63,9
	Emprunts projets	522 837 819 302	261 418 909 651	161 251 952 402	61,7	15.6
TOTAL		**3 197 106 275 301**	**1 598 553 137 651**	**1 032 410 599 667**	**64.6**	**100**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2020

Comme l'indique le tableau ci-haut, les recettes extérieures décaissées à fin juin 2020 proviennent des recettes d'appuis budgétaires chiffrées à **211,9 milliards de FC** et de financement des investissements constituées des dons projets et d'emprunts projets, respectivement de l'ordre de **659,3 milliards de FC** et de **161,3 milliards de FC**.

La ventilation de dons projets par bailleurs se présente comme suit :

- Banque Mondiale : **266,4 milliards FC** ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) : **67,8 milliards FC** ;
- Fonds Monétaire International (FMI) : **12,7 milliards FC** ;
- Fonds Mondial : **262,7 milliards FC** ;
- Union Européen : **12,7 milliards FC** ;
- Autres Bailleurs (IDA, PRSDHU/CEFF, USAID, DFID, CANADA, FMI, France, Belgique, Suisse,…) : **36,9 *milliards de FC*.**

Les emprunts projets ont été financés respectivement par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement à hauteur de **149,9 milliards de FC** et **11,4 milliards,** soit un total de **161,3 milliards.**

3.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les recettes des Budgets annexes sont constituées essentiellement de recettes propres des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire ainsi que des hôpitaux généraux de référence.

A fin juin 2020, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de **105,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **152,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **68,9%**, comme indiqué dans le tableau 8 ci-après:

Tableau 8 : Recettes des Budgets annexes à fin juin 2020

N°	SECTEUR	LOI DE FINANCES 2020				
		VOTE	PREVISION LINEAIRE 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	STRUCT
1	ESU / Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur et Universitaire	71 390 622 628	35 695 311 314	22 093 811 087	61,9	21,0
2	SANTE/Hôpitaux généraux de références	234 031 377 372	117 015 688 686	83 114 813 137	71,0	79,0
TOTAL		**305 422 000 000**	**152 711 000 000**	**105 208 624 224**	**68,9**	**100**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2020

Il ressort de ce tableau que les recettes des Budgets annexes réalisées comprennent **22,1 milliards de FC** pour les universités et instituts supérieurs et **83,1 milliards de FC** pour les hôpitaux généraux de référence.

3.1.3. Recettes des Comptes Spéciaux

A fin juin 2020, les recettes de cette catégorie se chiffrent à **368,5 milliards de FC** contre des prévisions linéaires de **507,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **72,7%.**

Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale ci-après :

- le Fonds National d'Entretien Routier (FONER) : **75,6 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **219,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **20,5% ;**
- le Fonds de Promotion de l'Education Nationale (FPEN) : **3,2 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **1,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **199,5% ;**
- le Fonds de Promotion Culturelle (FPC) : **3,8 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **8,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **43,9%**
- le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) : **237,0 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **196,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **120,7%** ;
- le Fonds de Contrepartie : **2,3 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **4,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **54,0%**
- la Régie des Voies Aériennes (RVA) pour le Go-Pass : **10,0 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **24,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **41,1% ;**
- le Cadastre Minier (CAMI) : **9,4 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **9,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **100,5% ;**
- le Fonds de Promotion du Tourisme (FPT) : **0,4 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **7,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **5,2% ;**
- le Fonds Forestier National (FFN) : **1.5 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **5,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **26,4% ;**
- le Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN) : **25,2 milliards de FC** mobilisés contre une prévision linéaire de **29,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **84,4%.**

La situation détaillée de réalisation de ces recettes est décrite dans le tableau ci-après :

Tableau 9 : Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2020

N°	RUBRIQUE	BUDGET 2020				
		VOTE	PREVISION LINEAIRE 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	STRUCT
1.	FONER	438 993 972 880	219 496 986 440	75 643 800 272	34,5	20,5
2.	Fonds de Promotion à l'Education Nationale	3 161 135 592	1 580 567 796	3 153 606 482	199,5	0,9
3.	Fonds de Promotion Culturelle	17 193 821 728	8 596 910 864	3 775 784 504	43,9	1,0
4.	Fonds de Promotion de l'Industrie	392 849 852 594	196 424 926 237	237 018 271 537	120,7	64,3
5.	Fonds de Contrepartie	8 437 000 000	4 218 500 000	2 276 091 675	54,0	0,6
6.	Office des Petites et Moyennes Entreprises du Congo	600 000 000	300 000 000	264 870 000	88,3	0,1
7.	Régie des Voies Aériennes	48 471 542 409	24 235 771 205	9 964 256 531	41,1	2,7
8.	Cadastre Minier (CAMI)	18 690 815 355	9 345 407 678	9 394 531 178	100,5	2,5
9.	Fonds de Promotion du Tourisme	15 196 924 267	7 598 462 134	394 814 321	5,2	0,1
10.	Fonds Forestier National	11 286 944 776	5 643 472 388	1 487 216 358	26,4	0,4
11	Fonds Minier pour les générations futures	59 674 774 102	29 837 387 051	25 172 609 960	84,4	6,8
TOTAL		**1 014 556 783 703**	**507 278 391 852**	**368 545 852 816**	**72,7**	**100**

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2020

3.2. Exécution des dépenses

Les dépenses globales exécutées à fin juin 2020 se chiffrent à **4.804,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **9.272,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **51,8%**.

Ce niveau d'exécution est ventilé comme suit :

- Budget général : **4.330,7 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **8.612,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **50,3%** ;
- Budgets annexes : **105,2 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **152,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **68,9%** ;
- Comptes spéciaux : **368,5 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **507,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **72,7%**.

3.2.1. Budget général

Les dépenses du Budget général ont été exécutées sur ressources internes à hauteur de **3.510,2 milliards de FC** et sur ressources extérieures à hauteur de **820,5 milliards de FC**.

Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution des dépenses globales du Budget général affichent les statistiques suivantes :

- Engagement : **4.343,8 milliards de FC,** dégageant un taux global de fluidité de **50,4%** par rapport à la prévision linéaire de **8.612,6 milliards de FC** ;
- Liquidation : **4.342,8milliards de FC,** dégageant un taux global de fluidité de **100,0%** par rapport aux engagements ;
- Ordonnancement : **4.025,6 milliards de FC,** renseignant un taux global de fluidité de **92,7%** par rapport aux liquidations ;
- Transfert (Paiement) : **4.330,7 milliards de FC** indiquant un taux global de fluidité de **107,6%** par rapport aux ordonnancements**.**

3.2.2. Exécution des dépenses par rubrique

Les détails sur l'exécution du budget du pouvoir central par rubrique sont repris dans le tableau10 ci-dessous :

Tableau 10 : Dépenses du budget général par rubrique à fin juin 2020

№	Rubrique Budgétaire	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
1	Bourse d'Études	15 000 000 000	7 500 000 000		0,0%
2	Charges Communes	162 625 603 096	81 312 801 548	24 874 079 643	30,6%
3	Contrepartie des Projets	275 000 000 000	137 500 000 000		0,0%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	372 294 759 431	186 147 379 715	23 374 312 353	12,6%
5	Dette Publique	626 035 049 903	313 017 524 952	394 593 275 955	126,1%
6	Financement des Réformes	78 908 593 229	39 454 296 615	176 643 400	0,4%
7	Fonctionnement des Institutions	896 386 357 885	448 193 178 943	160 883 943 138	35,9%
8	Fonctionnement des Ministères	1 046 836 938 971	523 418 469 485	297 691 928 302	56,9%
9	Fonds de Péréquation	1 082 064 073 706	541 032 036 853		0,0%
10	Frais Financiers	179 472 865 244	89 736 432 622	16 257 950 818	18,1%
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	542 028 366 084	271 014 183 042	45 864 863 557	16,9%
12	Investissements sur Ressources Extérieures	2 353 401 275 301	1 176 700 637 650	820 510 599 667	69,7%
13	Investissements sur Ressources Propres	963 833 009 906	481 916 504 953	42 766 474 175	8,9%
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 734 987 617 428	867 493 808 714	10 334 785 992	1,2%
15	Rémunérations	5 031 628 158 337	2 515 814 079 169	2 322 251 080 158	92,3%
16	Rétrocession aux Régies Financières	754 377 042 297	377 188 521 148	119 518 239 910	31,7%
17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	48 000 000 000	24 000 000 000	4 359 598 717	18,2%
18	Subventions aux Services Déconcentrés	24 500 000 000	12 250 000 000		0,0%
19	Subventions aux Services Ex-BPO	25 000 000 000	12 500 000 000	1 392 346 948	11,1%
20	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	312 000 000 000	156 000 000 000	45 889 623 549	29,4%
21	TVA Remboursable	700 868 336 472	350 434 168 236		0,0%
Total		**17 225 248 047 289**	**8 612 624 023 644**	**4 330 739 746 282**	**50,3%**

Source : PGAI et ESB/DGPPB, juin 2020

Il ressort de ce tableau que :

- les dépenses de bourse d'études, de contrepartie des projets, de fonds de péréquation, de subventions aux services déconcentrés ainsi que la TVA remboursable n'ont enregistré aucun début d'exécution ;

- les dépenses de rémunérations exécutées au premier semestre 2020 représentent **76,5%** des recettes courantes réalisées.

Ces dépenses peuvent être résumées par rubrique de la manière suivante :

1°. Charges communes

Les dépenses des charges communes ont été exécutées à hauteur de **24,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **81,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **30,6%**. Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 11 ci-dessous**.**

Tableau 11 : Charges communes à fin juin 2020

Code	Nature	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
46043	Fournitures énergétiques	12 609 319 630	6 304 659 815	2 020 389 930	32,00%
56111	Communication et télécommunication	5 857 870 186	2 928 935 093	5 264	0,00%
56112	Location satellite	5 789 483 941	2 894 741 971	738 887 680	25,50%
56113	Alimentation en eau	36 197 810 061	18 098 905 031	5 246 128 517	29,00%
56114	Alimentation en énergie électrique	36 199 013 765	18 099 506 883	2 820 563 400	15,60%
56141	Location immobilière	5 359 162 505	2 679 581 253	4 673 264 362	174,40%
56142	Frais d'hébergement	5 409 686 066	2 704 843 033		0,00%
56151	Entretien de matériel et d'équipement	3 370 954 103	1 685 477 052		0,00%
56184	Frais d'assurances	4 281 451 273	2 140 725 637		0,00%
56187	Commissions bancaires	21 673 192 773	10 836 596 387	4 419 760 219	40,80%
66444	Frais médicaux et pharmaceutiques	16 050 384 478	8 025 192 239	4 130 872 596	51,50%
66445	Frais funéraires	9 827 274 316	4 913 637 158	824 207 675	16,80%
Total		**162 625 603 096**	**81 312 801 548**	**24 874 079 643**	**30,60%**

Source : ESB/DGPPB, juin 2020

Les principales actions ayant occasionné le déblocage de ces crédits concernent :

- le paiement des frais relatifs aux funéraires des cadres et agents de l'Administration publique ;
- le paiement des différentes factures de consommation d'eau et d'électricité par les instances étatiques ;
- le paiement des frais relatifs aux arriérés de loyer en faveur de l'Ambassade de la RDC en Russie ;
- le paiement des commissions bancaires en faveur des différentes banques commerciales ;
- le paiement des frais relatifs à la location immobilière (baux et loyers) ;
- le paiement des frais relatifs à la prise en charge médicale des agents et cadres des ministères.

2°. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Au premier semestre 2020, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de **23,4 milliards de FC** pour faire face aux dépenses exceptionnelles contre **186,1 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **12,6%**.

Ce montant a servi à couvrir les dépenses liées aux catastrophes naturelles intervenues sur l'ensemble du territoire national. Le tableau 12 présente la synthèse de ces dépenses.

Tableau 12 : Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2020

Section		Nature	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
31	**BUDGET**		**62 294 759 431**	**31 147 379 715**	**22 671 312 353**	**72,8%**
	66431	*Fonds spécial d'intervention*	*62 294 759 431*	*31 147 379 715*	*22 671 312 353*	*72,8%*
70	**ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE**		**90 000 000 000**	**45 000 000 000**	**703 000 000**	**1,6%**
	66432	*Intervention pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs*	*90 000 000 000*	*45 000 000 000*	*703 000 000*	*1,6%*
77	**COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE**		**220 000 000 000**	**110 000 000 000**		**0,0%**
	66431	*Fonds spécial d'intervention*	*220 000 000 000*	*110 000 000 000*		*0,0%*
Total			**372 294 759 431**	**186 147 379 715**	**23 374 312 353**	**12,6%**

Source : ESB/DGPPB, Juin 2020

3°. Dette publique et frais financiers

A fin juin 2020, le paiement du principal de la dette publique a été effectué à hauteur de **394,6 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **313,0 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **126,1%**.

La dette extérieure a été exécutée à **57,3%**, soit **107,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **187,5 milliards de FC**. La dette intérieure, quant à elle, a enregistré un taux d'exécution de **228,8%** découlant du montant total décaissé de l'ordre de **287,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **125,5 milliards de FC**.

Quant aux frais financiers, ils ont été payés à hauteur de **16,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **89,7 milliards de FC,** soit un taux d'exécution de **18,1%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 13.

Tableau 13 : Dette publique et frais financiers à fin juin 2020

Titre		Nature		Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
1	**DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL**			**626 035 049 903**	**313 017 524 952**	**394 593 275 955**	**126,1%**
	1162	**DETTE EXTERIEURE**		**374 940 392 738**	**187 470 196 369**	**107 346 945 600**	**57,3%**
		11621	*Club de Paris*	*80 782 368 365*	*40 391 184 183*	*20 629 806 081*	*51,1%*
		11623	*Club de Kinshasa*	*107 254 900 682*	*53 627 450 341*	*30 345 930 910*	*56,6%*
		11624	*Dette Multilatérale*	*186 903 123 691*	*93 451 561 846*	*56 371 208 609*	*60,3%*
	1171	**DETTE INTERIEURE**		**251 094 657 165**	**125 547 328 583**	**287 246 330 355**	**228,8%**
		11711	*Dette Sociale*	*60 041 514 247*	*30 020 757 124*	*11 898 777 995*	*39,6%*
		11712	*Dette Commerciale*	*93 958 291 870*	*46 979 145 935*	*112 415 633 232*	*239,3%*
		11713	*Dette Financière*	*97 094 851 048*	*48 547 425 524*	*162 931 919 128*	*335,6%*
2	**FRAIS FINANCIERS**			**179 472 865 244**	**89 736 432 622**	**16 257 950 818**	**18,1%**
	2671	**INTERETS SUR LA DETTE INTERIEURE**		**146 613 019 113**	**73 306 509 557**	**5 056 269 884**	**6,9%**
		26711	*Intérêts sur la dette financière intérieure*	*61 611 005 338*	*30 805 502 669*	*5 056 269 884*	*16,4%*
		26712	*Intérêts moratoires*	*3 512 361 503*	*1 756 180 752*		*0,0%*
		26713	*Intérêts titrisés*	*81 489 652 272*	*40 744 826 136*		*0,0%*
	2672	**INTERETS SUR LA DETTE EXTERIEURE**		**32 859 846 131**	**16 429 923 066**	**11 201 680 934**	**68,2%**
		26721	*Intérêts sur Club de Paris*	*3 796 277 911*	*1 898 138 956*		*0,0%*
		26723	*Intérêts sur Club de Kinshasa*	*16 409 278 854*	*8 204 639 427*	*4 897 645 798*	*59,7%*
		26724	*Intérêts sur la dette multilatérale*	*12 654 289 366*	*6 327 144 683*	*6 304 035 136*	*99,6%*
Total				**805 507 915 147**	**402 753 957 574**	**410 851 226 773**	**102,0%**

Source : ESB/DGPPB, juin 2020

4°. Financement des réformes

Le montant décaissé pour le financement des réformes à fin juin s'élève à **0,2 milliard de FC** contre une prévision linéaire de **39,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **0,4%**.

5°. Fonctionnement des Institutions

Les dépenses de fonctionnement des Institutions ont été exécutées à **160,9 milliards de FC** contre **448,2 milliards de FC** prévues pour le premier trimestre, soit un taux d'exécution de **35,9%.**

Tableau 14 : Dépenses de fonctionnement des Institutions au 30 juin 2020

Code	Institution	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
10	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	183 104 012 300	91 552 006 150	69 705 094 757	76,10%
11	PRIMATURE	56 500 000 046	28 250 000 023	21 057 735 607	74,50%
12	VICE-PRIMATURES	11 500 000 000	5 750 000 000		0,00%
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	36 999 616 000	18 499 808 000	363 000 000	2,00%
16	ASSEMBLEE NATIONALE	253 720 827 636	126 860 413 818	37 356 908 807	29,40%
17	SÉNAT	141 933 450 000	70 966 725 000	8 542 235 228	12,00%
20	POUVOIR JUDICIAIRE	110 000 000 000	55 000 000 000	11 185 000 715	20,30%
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	36 792 780 239	18 396 390 120	9 976 510 870	54,20%

Code	Institution	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	9 500 000 000	4 750 000 000		0,00%
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	24 000 000 000	12 000 000 000	1 500 000 000	12,50%
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	7 500 000 000	3 750 000 000	1 159 457 153	30,90%
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	8 600 000 000	4 300 000 000		0,00%
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	8 500 000 000	4 250 000 000	38 000 000	0,90%
85	COUR DES COMPTES	6 135 671 664	3 067 835 832		0,00%
93	OPPOSITION POLITIQUE	1 600 000 000	800 000 000		0,00%
Total		**896 386 357 885**	**448 193 178 943**	**160 883 943 138**	**35,90%**

Source : ESB/DGPPB, Juin 2020

6°. Fonctionnement des Ministères

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **297,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **562,9 milliards de FC,** soit un taux d'exécution de **52,9%.**

Tableau 15: Dépenses de fonctionnement des ministères au 30 juin 2020

Code	Ministère	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	24 415 269 502	12 207 634 751	6 077 489 161	49,80%
23	COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE	15 000 000 000	7 500 000 000	1 025 268 277	13,70%
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	10 871 116 935	5 435 558 468	627 653 899	11,50%
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	115 811 517 587	57 905 758 794	21 640 719 920	37,40%
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	2 690 675 906	1 345 337 953	38 000 000	2,80%
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS	235 221 259 412	117 610 629 706	67 176 501 486	57,10%
28	ANCIENS COMBATTANTS	5 621 756 904	2 810 878 452	322 121 248	11,50%
29	ÉCONOMIE NATIONALE	7 132 300 224	3 566 150 112	437 661 117	12,30%
30	FINANCES	31 698 702 706	15 849 351 353	30 756 284 073	194,10%
31	BUDGET	32 871 393 226	16 435 696 613	25 857 396 336	157,30%
32	PLAN	15 229 558 230	7 614 779 115	2 604 550 280	34,20%
33	RECONSTRUCTION	3 263 227 215	1 631 613 608	38 000 000	2,30%
34	JUSTICE	20 496 271 735	10 248 135 868	4 036 625 727	39,40%
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	3 740 000 000	1 870 000 000	38 000 000	2,00%
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	5 229 208 591	2 614 604 296	259 000 000	9,90%
37	SANTE	63 131 638 523	31 565 819 262	16 833 178 393	53,30%
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	148 438 366 483	74 219 183 242	61 858 334 774	83,30%
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	9 973 333 333	4 986 666 667	566 939 306	11,40%
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	5 495 400 691	2 747 700 346	545 738 286	19,90%
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	11 681 510 551	5 840 755 276	5 035 536 228	86,20%
43	URBANISME ET HABITAT	5 984 981 860	2 992 490 930	657 515 628	22,00%
44	AGRICULTURE	30 985 229 462	15 492 614 731	6 247 975 064	40,30%
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	16 741 153 674	8 370 576 837	3 926 460 601	46,90%
46	INDUSTRIE	3 989 333 333	1 994 666 667	263 000 000	13,20%
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	8 253 815 901	4 126 907 951	569 296 698	13,80%
48	MINES	7 004 864 755	3 502 432 378	15 590 069 838	445,10%
49	HYDROCARBURES	6 387 392 893	3 193 696 447	708 561 692	22,20%
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	8 435 701 048	4 217 850 524	1 078 462 000	25,60%
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	7 897 062 652	3 948 531 326	616 865 017	15,60%
52	PTNTIC	4 566 466 334	2 283 233 167	263 000 000	11,50%
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	5 530 559 696	2 765 279 848	777 155 507	28,10%
54	DROITS HUMAINS	4 997 000 000	2 498 500 000	330 507 485	13,20%
55	AFFAIRES FONCIERES	6 233 333 332	3 116 666 666	287 389 261	9,20%
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	7 146 002 695	3 573 001 347	353 000 000	9,90%
57	TOURISME	7 801 126 558	3 900 563 279	263 000 000	6,70%
58	CULTURE ET ARTS	8 851 333 333	4 425 666 667	263 000 000	5,90%
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	9 206 291 771	4 603 145 886	483 378 107	10,50%
60	SPORTS ET LOISIRS	12 459 320 042	6 229 660 021	9 423 259 385	151,30%
61	FONCTION PUBLIQUE	12 331 653 376	6 165 826 688	3 063 564 035	49,70%
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	7 480 000 000	3 740 000 000	563 000 000	15,10%
63	PREVOYANCE SOCIALE	5 844 545 513	2 922 272 757	38 000 000	1,30%

Code	Ministère	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
64	AFFAIRES SOCIALES	11 892 126 860	5 946 063 430	499 886 264	8,40%
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	7 971 162 174	3 985 581 087	1 338 434 887	33,60%
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	1 000 000 000	500 000 000	50 000 000	10,00%
69	INTEGRATION REGIONALE	3 614 556 242	1 807 278 121	38 000 000	2,10%
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	9 005 843 829	4 502 921 915	2 157 224 767	47,90%
74	PORTEFEUILLE	7 650 132 567	3 825 066 284	264 215 686	6,90%
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	20 250 934 668	10 125 467 334	353 000 000	3,50%
82	PECHE ET ELEVAGE	10 000 000 000	5 000 000 000	307 744 065	6,20%
83	AFFAIRES COUTUMIERES	6 430 767 944	3 215 383 972	190 035 930	5,90%
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	4 689 464 848	2 344 732 424	263 000 000	11,20%
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANAT	8 192 273 856	4 096 136 928	688 927 875	16,80%
Total		**1 046 836 938 971**	**523 418 469 485**	**297 691 928 302**	**56,90%**

Source : ESB/DGPPB, Août 2020

7°. Interventions économiques

A fin juin 2020, les interventions économiques ont atteint une enveloppe de **29,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **271,0 milliards de FC**, dégageant un taux d'exécution de **10,8%**.

8°. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin se sont chiffrées à **2.322,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.515,8 milliards de FC,** soit un taux d'exécution de **92,3%**. Les détails y relatifs sont consignés dans le tableau 16. Il est à noter que ces rémunérations représentent **53,6%** des dépenses du Budget général exécutées et **76,5%** des recettes courantes réalisées au cours de la période.

Tableau 16 : Dépenses de rémunérations par section à fin juin 2020

Code	Section	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc/Prévision linéaire	Taux d'Exéc/Prévision annuelle
10	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	101 222 475 070	50 611 237 535	82 208 147 106	162,4%	81,2%
11	PRIMATURE	24 172 612 348	12 086 306 174	11 926 523 252	98,7%	49,3%
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	2 610 909 882	1 305 454 941	1 090 072 803	83,5%	41,8%
16	ASSEMBLEE NATIONALE	96 206 133 303	48 103 066 652	42 606 530 181	88,6%	44,3%
17	SÉNAT	33 720 357 827	16 860 178 914	14 702 511 135	87,2%	43,6%
20	POUVOIR JUDICIAIRE	131 080 098 343	65 540 049 172	60 495 011 124	92,3%	46,2%
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	35 492 419 860	17 746 209 930	27 131 851 868	152,9%	76,4%
22	AFFAIRES ETRANGERES	35 131 698 577	17 565 849 289	16 249 445 416	92,5%	46,3%
23	COOPERATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE	5 190 009 652	2 595 004 826	2 874 866 063	110,8%	55,4%
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	6 874 831 745	3 437 415 873	562 486 797	16,4%	8,2%
25	INTERIEUR ET SECURITE	474 850 175 642	237 425 087 821	239 677 348 148	100,9%	50,5%
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS	393 629 378 016	196 814 689 008	215 719 955 829	109,6%	54,8%
28	ANCIENS COMBATTANTS	342 323 607	171 161 804	123 857 619	72,4%	36,2%
29	ÉCONOMIE NATIONALE	14 637 666 941	7 318 833 471	5 946 035 118	81,2%	40,6%
30	FINANCES	209 488 236 587	104 744 118 294	93 130 516 721	88,9%	44,5%
31	BUDGET	180 848 691 349	90 424 345 675	111 716 343 589	123,5%	61,8%
32	PLAN	39 147 295 818	19 573 647 909	9 002 567 766	46,0%	23,0%
33	RECONSTRUCTION	527 073 689	263 536 845	183 098 331	69,5%	34,7%
34	JUSTICE	17 937 155 273	8 968 577 637	6 115 836 126	68,2%	34,1%
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	596 540 529	298 270 265	62 492 346	21,0%	10,5%
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	4 344 115 847	2 172 057 924	2 149 949 544	99,0%	49,5%
37	SANTE	492 860 188 710	246 430 094 355	211 309 998 216	85,7%	42,9%
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	1 804 046 389 154	902 023 194 577	763 025 869 714	84,6%	42,3%
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	296 485 116 320	148 242 558 160	143 257 224 275	96,6%	48,3%
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	34 814 081 561	17 407 040 781	16 696 892 547	95,9%	48,0%
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	72 904 060 682	36 452 030 341	32 024 447 925	87,9%	43,9%
43	URBANISME ET HABITAT	5 752 496 201	2 876 248 101	1 856 706 885	64,6%	32,3%
44	AGRICULTURE	46 546 759 083	23 273 379 542	22 310 934 888	95,9%	47,9%
45	DEVELOPPEMENT RURAL	25 414 387 790	12 707 193 895	7 391 000 754	58,2%	29,1%
46	INDUSTRIE	6 970 519 047	3 485 259 524	2 244 886 780	64,4%	32,2%
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	7 798 348 068	3 899 174 034	3 148 930 788	80,8%	40,4%
48	MINES	7 116 642 407	3 558 321 204	2 562 051 597	72,0%	36,0%
49	HYDROCARBURES	561 721 868	280 860 934	214 671 744	76,4%	38,2%
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	6 842 180 847	3 421 090 424	2 493 283 521	72,9%	36,4%
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	18 310 667 730	9 155 333 865	7 461 620 715	81,5%	40,8%
52	PTNTIC	4 377 749 322	2 188 874 661	1 619 465 094	74,0%	37,0%
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	60 000 375 906	30 000 187 953	26 766 675 123	89,2%	44,6%
54	DROITS HUMAINS	1 202 316 210	601 158 105	414 857 052	69,0%	34,5%
55	AFFAIRES FONCIERES	8 659 438 716	4 329 719 358	3 052 149 984	70,5%	35,2%
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	13 819 725 589	6 909 862 795	5 238 569 166	75,8%	37,9%
57	TOURISME	7 119 933 547	3 559 966 774	2 453 225 001	68,9%	34,5%
58	CULTURE ET ARTS	16 652 277 239	8 326 138 620	7 019 223 948	84,3%	42,2%
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	11 205 972 639	5 602 986 320	3 840 788 448	68,5%	34,3%
60	SPORTS ET LOISIRS	3 164 807 093	1 582 403 547	1 102 644 879	69,7%	34,8%
61	FONCTION PUBLIQUE	126 829 229 088	63 414 614 544	48 599 681 967	76,6%	38,3%
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	14 783 187 960	7 391 593 980	5 862 169 045	79,3%	39,7%
63	PREVOYANCE SOCIALE	2 639 817 046	1 319 908 523	1 140 568 313	86,4%	43,2%
64	AFFAIRES SOCIALES	36 294 278 133	18 147 139 067	14 851 653 358	81,8%	40,9%
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	7 594 767 656	3 797 383 828	2 913 651 600	76,7%	38,4%
69	INTEGRATION REGIONALE	2 770 363 026	1 385 181 513	1 249 142 362	90,2%	45,1%
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	302 715 827	151 357 914	120 618 551	79,7%	39,8%
74	PORTEFEUILLE	3 391 692 379	1 695 846 190	1 526 872 689	90,0%	45,0%
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	1 000 000 000	500 000 000	1 035 291 798	207,1%	103,5%
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	24 207 641 589	12 103 820 795	12 105 235 698	100,0%	50,0%
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	2 761 055 401	1 380 527 701	1 806 924 141	130,9%	65,4%
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	2 382 288 685	1 191 144 343	1 106 712 234	92,9%	46,5%
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	3 552 785 982	1 776 392 991	1 751 767 752	98,6%	49,3%
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	4 907 841 804	2 453 920 902	1 698 213 936	69,2%	34,6%
83	AFFAIRES COUTUMIERES	15 114 237 565	7 557 118 783	5 753 708 768	76,1%	38,1%
85	COUR DES COMPTES	10 309 840 686	5 154 920 343	3 759 613 623	72,9%	36,5%
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANAT	12 110 059 876	6 055 029 938	5 787 688 397	95,6%	47,8%
	Total	**5 031 628 158 337**	**2 515 814 079 169**	**2 322 251 080 158**	**92,3%**	**46,2%**

Source : ESB/DGPPB, Août 2020

9°. Investissement sur ressources extérieures

Les dépenses exécutées au titre des investissements sur ressources extérieures accusent un taux d'exécution de **69,7%** comparées à leurs prévisions linéaires de **1.176,7 milliards de FC, soit 820,5 milliards de FC**. Elles représentent **18,9%** des dépenses du budget général.

Ces dépenses ont couvert la réalisation notamment des projets tels que :

- pour la Banque mondiale: Programme de Développement du Système de Santé (PDSS), Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs (PICAGL), Projet de Facilité de Commerce dans la région des Grands Lacs (PFCGL), Projet d'Accès et d'Amélioration des Services Electriques (PAASE), Projet de réhabilitation de l'aéroport de Goma (PASAG), Projet CAB5 cinquième phase télécommunication haut débit, Projet PRAP ;
- pour la BAD : Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources Internes (PAMR), Aménagement de la route Tshikapa-Mbuyi (section Tshikapa Kamuesha et réhabilitation des infrastructures rurales agricoles, BAD / Projet de réhabilitation des infrastructures Socio-économiques dans la région du Centre (PRISE), etc…

10°. Investissement sur ressources propres

A fin juin 2020, les dépenses sur ressources propres ont été exécutées globalement à hauteur de **53,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.027,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **2,6%.**

Elles ont porté essentiellement sur la construction des sauts de moutons, l'acquisition des mobiliers, équipements de bureaux et électroménagers, la réhabilitation et réfection d'ouvrages et édifices, ainsi que l'acquisition véhicules terrestre.

11°. Dépenses de lutte contre la pauvreté

Les efforts du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté sont perçus à travers les dépenses pro-pauvres.

A fin juin 2020, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **1.388,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.366,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **41,2%**.

Ces dépenses sont ventilées par rubrique de la manière suivante :

Tableau 17 : Dépenses lutte contre par rubrique à fin juin 2020

№	Rubrique Budgétaire	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
1	Charges Communes	109 043 331 190	54 521 665 595	17 695 036 550	32,50%
2	Contrepartie des Projets	83 314 934 761	41 657 467 381		0,00%
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	90 000 000 000	45 000 000 000	703 000 000	1,60%
4	Fonctionnement des Institutions	116 485 577 427	58 242 788 714	12 244 624 260	21,00%
5	Fonctionnement des Ministères	139 567 445 363	69 783 722 682	20 714 313 662	29,70%
6	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	228 909 291 683	114 454 645 842	15 956 699 049	13,90%
7	Investissements sur Ressources Extérieures	1 193 766 015 320	596 883 007 660	97 493 472 812	16,30%
8	Investissements sur Ressources Propres	576 412 297 756	288 206 148 878	8 797 413 686	3,10%

№	Rubrique Budgétaire	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Taux d'Exéc
9	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 356 098 401 262	678 049 200 631	9 076 505 992	1,30%
10	Rémunérations	2 811 887 651 026	1 405 943 825 513	1 205 541 495 555	85,70%
11	Subventions aux Organismes Auxiliaires	18 336 136 246	9 168 068 123		0,00%
12	Subventions aux Services Déconcentrés	3 845 941 999	1 922 971 000		0,00%
13	Subventions aux Services Ex-BPO	5 690 723 738	2 845 361 869	516 592 387	18,20%
Total		**6 733 357 747 772**	**3 366 678 873 886**	**1 388 739 153 952**	**41,20%**

Source : ESB/DGPPB, Août 2020

3.2.3. Budgets annexes

A fin juin 2020, les dépenses des Budgets annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **105,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **152,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **68,9%.**

3.2.4. Comptes spéciaux

Les dépenses des comptes spéciaux ont été exécutées globalement à hauteur de **368,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **507,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **72,7%**.

3.3. Dépenses COVID-19

Le décaissement du trésor public au titre de COVID-19 se chiffre à **26,8 milliards de FC**. Elles ont été exécutées respectivement à hauteur de **11,5 milliards de FC** et de **15,2 milliards de FC**, sur ressources propres et sur ressources extérieures.

Ces dépensent s'articulent sur :

- la prévention de l'expansion de la COVID-19 ;
- la sécurisation des frontières sur toute l'étendue du territoire national ;
- l'intervention pour la lutte contre la COVID-19.

a) Prévention de l'expansion de la COVID-19

Au titre de prévention de l'expansion de la COVID-19, le gouvernement a débloqué une somme de **3,2 milliards de FC.** Ces dépenses ont ciblé l'encadrement des mesures de confinement, les travaux de désinfection et décontamination de certains sites et des gestes barrières (sensibilisation aux pratiques d'hygiène, prélèvement de température, port des masques…).

b) Sécurisation des frontières sur toute l'étendue du territoire national

La sécurisation des frontières aligne les dépenses relatives à l'appui aux actions urgentes en faveur de la DGM et à la prolongation du processus de déconfinement de la commune de la Gombe en faveur du Commissariat provincial de la Police Nationale de la ville de Kinshasa. Ils ont affiché un décaissement de **876,5 millions de FC** à fin juin. Par ailleurs, le Gouvernement a rapatrié des Congolais se trouvant à l'étranger à la suite de la pandémie de COVID-19.

c) Intervention pour la lutte contre la COVID-19

Ces interventions se rapportent sur la prise en charge de malades, aux frais de dédouanement des matériels médicaux et de ripostes à la COVID-19 ainsi que les arriérés de fonctionnement du Comité multisectoriel de la lutte contre la COVID-19. Lesdites dépenses s'élèvent à **20,6 milliards de FC**.

3.4. Autres actions phares menées au cours du premier semestre 2020

En dépit du contexte difficile d'exécution de la Loi de finances 2020, le Gouvernement a payé les dépenses contraignantes telles que les rémunérations, le remboursement de la dette publique et la rétrocession aux Administrations financières.

Un accent a été mis sur la gratuité de l'enseignement primaire par la prise en charge, dès le mois de janvier, de **100.088 NP** ainsi que sur la riposte à la pandémie de COVID-19 en termes de prévention, de sécurisation des frontières et d'intervention pour la prise en charge des malades. La redynamisation de la diplomatie congolaise et le renforcement de la coopération de la RDC au sein de l'Union Africaine et dans la Région des Grands Lacs figurent parmi les actions phares menées au cours du premier semestre.

Les travaux liés au Programme d'urgence des 100 premiers jours du Chef de l'Etat ont également été accélérés pendant la période, à travers :

- la construction, la réhabilitation des routes et voiries urbaines en provinces ;
- la poursuite de la construction des sauts-de-mouton dans les grandes artères de la Ville de Kinshasa ;
- l'adduction d'eau potable et l'électrification en milieu rural et urbain ;

- la réhabilitation et l'équipement des écoles et centres de santé à Kinshasa et en provinces en vue d'améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

D'autres actions ont de même été menées au cours de la période, notamment :

- le paiement des arriérés de factures des soins médicaux des militaires, policiers et agents de l'Etat ;
- l'acquisition et l'installation du matériel de sécurisation du site présidentiel
- l'accélération des opérations de neutralisation des groupes armés et apparentés par les FARDC en vue de la pacification de l'Est du pays ainsi que la prise en charge de la situation des militaires dégagés ;
- l'approvisionnement en produits alimentaires au profit de la prison centrale de Makala ;
- le paiement des arriérés des factures relatives à la prise en charge médicale des agents et fonctionnaires de l'Etat.

3.5. Solde budgétaire à fin juin 2020

Les statistiques au premier semestre 2020 renseignent un niveau de dépenses exécutées à hauteur de **4.804,5 milliards de FC** et de recettes de **4.588,4 milliards de FC**, ce qui dégage un solde négatif de **216,1milliards de FC**.

Globalement, les dépenses ont été exécutées à hauteur de **4.588,4 milliards de FC**, contre les recettes de **4.804,5 milliards de FC**, ce qui dégage un solde global déficitaire de **216,1 milliards de FC**. Ce déficit résulte exclusivement du budget général qui présente les recettes à hauteur de **4.114,6 milliards de FC**, ayant permis de couvrir les dépenses .exécutées à hauteur de **4.330,7 milliards de FC**.

Le déficit budgétaire constaté à fin juin 2020, a été financé par les émissions nettes des bons du Trésor et l'appui budgétaire du Fonds monétaire international.

3.6. Perspectives à fin décembre 2020

Les perspectives à fin décembre 2020 présentent un budget exécuté en équilibre en recettes et en dépenses, à **10.526,6 milliards de FC** équivalant à **5,7 milliards de USD**.

5.1. Recettes

Les recettes probables à fin décembre 2020 se chiffrent à **10.526,6 milliards de FC.**

Elles sont constituées des recettes du budget général de l'ordre de **9.736,1 milliards de FC**, des recettes de budgets annexes de l'ordre de **205,2 milliards de FC** et des recettes de comptes spéciaux de **585,4 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général sont ventilées comme suit:

- Recettes de douanes et accises : **1.821,5 milliards de FC**, soit une régression de **60,1%** par rapport à l'assignation de la Loi de finances de l'exercice 2020 ;
- Recettes des impôts : **3.029,2 milliards de FC**, soit une régression de **50,5%** par rapport à l'assignation de la Loi de finances de l'exercice 2020 ;
- Recettes non fiscales : **1.191,1 milliards de FC**, soit une régression de **53,3%** par rapport à l'assignation de la Loi de finances de l'exercice 2020 ;
- Recettes des Pétroliers producteurs : **243,5 milliards de FC**, soit une régression de **45,0%** par rapport à l'assignation de la Loi de finances de l'exercice 2020 ;
- Les recettes exceptionnelles : **350,0 milliards de FC** prévues en 2020 ;
- Les **recettes extérieures** : **3.100,8 milliards de FC,** se rapportant essentiellement à celles de financement d'investissements qui pourront régresser de **3,0%** par rapport à la prévision initiale de **3.197,1 milliards de FC**.

5.2. Dépenses

A fin décembre 2020, le niveau global des dépenses à exécuter pourrait atteindre **10.526,7 milliards de FC**.

La présentation des dépenses probables à fin décembre 2020 se décline par grande rubrique de la manière ci-après:

- Dette publique et frais financiers : **440,5 milliards de FC**, représentant **4,5%** des dépenses du Budget général ;
- Rémunérations : **4.748,0 milliards de FC**, représentant **48,8%** des dépenses du Budget général ;

- Biens, matériels et prestations : **1.214,3 milliards de FC**, représentant **12,5%** des dépenses du Budget général ;
- Transferts et subventions : **807,4 milliards de FC**, représentant **8,3%** des dépenses du Budget général ;
- Dépenses d'investissement : **2.425,8 milliards de FC**, représentant **24,9%** des dépenses du Budget général et comprenant :
  - Investissement sur ressources propres : **389,3 milliards de FC**, représentant **4,0%** des dépenses du Budget général ;
  - Investissement sur ressources extérieures : **2.036,5 milliards de FC**, représentant **20,9%** des dépenses du Budget général.
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : **100,0 milliards de FC**, représentant **1,0%** des dépenses du Budget général.

CONCLUSION

L'exécution du budget aux six premiers mois de 2020 a été caractérisée par la dégradation du cadre macroéconomique attestée par le ralentissement de la croissance, par la dépréciation continue de la monnaie nationale par rapport aux principales devises étrangères, par un niveau faible de mobilisation des recettes publiques, suite notamment aux effets causés entre autres par la pandémie de Covid-19.

En effet, l'exécution du budget à fin juin 2020 dégage un solde négatif global de **216,1 milliards de FC**, découlant des recettes de **4.588,4 milliards de FC** et des dépenses de **4.804,5 milliards de FC**.

Concernant le Budget général, les recettes y relatives ont été mobilisées à hauteur de **4.114,6 milliards de FC** contre les dépenses de **4.330,7 milliards de FC**, dégageant ainsi un solde négatif de **216,1 milliards de FC**.

S'agissant des Budgets annexes et aux Comptes spéciaux, les recettes réalisées se chiffrent respectivement à **105,2 milliards de FC** et **368,5 milliards de FC** et ont permis de couvrir totalement les dépenses y relatives.

Pour contenir la pression des dépenses et faire face à cette situation, le Gouvernement a réorienté en mai dernier la priorisation de ses politiques publiques au travers du Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation d'Impacts de la Covid-19 et axé sur les objectifs ci-après :

- protéger la population contre la pandémie et renforcer les capacités techniques des institutions médicales dans le dépistage et la prise en charge des malades pour une plus grande résilience sanitaire ;
- prendre des mesures économiques indispensables à assurer une stabilité macroéconomique qui garantisse une relance de l'économie au crépuscule de la pandémie ;
- mettre en œuvre des mesures d'atténuation de risques et de soutien aux populations pour une meilleure protection sociale.

.